

9 JUILLET 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

PROPOS LIMINAIRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE À L'ISSUE DU SOMMET DU G5 SAHEL.

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames, messieurs, bonjour. Et je salue l'ensemble de nos interlocuteurs qui se trouvent de l'autre côté des caméras qu'ils soient en France ou au Niger ou dans la région du Sahel.

Je suis heureux aujourd'hui d'avoir à mes côtés le Président BAZOUM, Président, partenaire et ami. Et il s'agit de sa première visite en France depuis son élection qui a été saluée pour son caractère exemplaire, mais c'est loin d'être évidemment la première fois où nous avons l'occasion de nous retrouver et d'échanger, et ces derniers mois ont été actifs à cet égard pour ce qui nous concerne. Mais je veux profiter de cette occasion officielle pour rendre hommage à son prédécesseur, le Président ISSOUFOU, dont je salue à nouveau le courage et la fidélité à ses engagements, rendre hommage à la vitalité et la force de la démocratie nigérienne, car vous avez réussi ensemble la première transition démocratique et véritable, véritablement libre et démocratique. Et je veux vraiment remercier le Président BAZOUM d'avoir accepté cette invitation qui coïncidait avec la tenue d'un sommet virtuel du G5 Sahel et vraiment le féliciter pour son action tous ces derniers mois. Je crois qu'elle est, elle est perceptible pour nous, pour les partenaires de la région et pour les Nigériens.

Une réunion s'est donc tenue à distance à laquelle j'ai pu être conviée il y a quelques instants qui a permis entre les partenaires du G5 Sahel et la France d'échanger justement sur nos priorités et l'évolution de la situation. Je laisserai le Président BAZOUM revenir sur les résultats et décisions de ce sommet auquel la France était conviée sur les modalités de transformation de notre présence militaire au Sahel. Comme vous le savez, j'avais eu l'occasion de m'exprimer au lendemain du sommet de N'Djaména et plus récemment à la veille du G7 sur la logique et les objectifs qui sont à l'origine de cette évolution. Depuis cette date, un intense travail de coordination et de concertation a été mené avec nos partenaires africains, évidemment sahéliens au premier chef, mais plus largement toute la région, avec nos partenaires européens engagés aux côtés du Sahel, également à travers des missions de formation EUTM, des coopérations en termes de logistique ou leur participation à la MINUSMA et concertation aussi avec tous nos partenaires internationaux.

Je constate que ce travail de consultation et d'explication a permis non seulement de rassurer nos partenaires sahéliens et internationaux, mais aussi de consolider leur choix de s'engager au Sahel. A ce titre, les conclusions du Conseil européen du 24 juin ont en effet renouvelé l'engagement des Etats membres à contribuer à l'opération EUTM et à la Task Force Takuba. De nouveaux Etats se sont même joints à Takuba. Je vais citer ici la Roumanie, qui a décidé ces derniers jours de rejoindre donc Takuba. Dans le même temps, le Conseil de sécurité des Nations unies vient de renouveler à l'unanimité le mandat de la Force des Nations unies, la MINUSMA, au sein de laquelle plusieurs partenaires européens sont également engagés. C'était le 29 juin dernier. La combinaison de ces décisions démontre clairement la continuité de l'engagement international au Sahel.

En parallèle, et même en amont de ces concertations avec nos partenaires internationaux, nous avons mené depuis plusieurs mois un dialogue approfondi avec nos partenaires sahéliens, qui sont évidemment parties prenantes de ces évolutions. Ces échanges ont débuté dès le début de cette année dans le cadre des échanges que nous avons tenus en préparation du Sommet de N'Djaména. Ils se sont poursuivis sans relâche jusqu'à ce jour et la réunion que nous venons d'avoir dans le cadre de ce sommet du G5 Sahel. Je laisserai le Président BAZOUM confirmer ce constat, mais je crois pouvoir dire que ces échanges ont permis de converger à la fois sur le sens, l'opportunité et les modalités des évolutions de notre présence militaire au Sahel.

Le sens de ces évolutions, de la reconfiguration de notre présence, c'est d'abord le maintien de notre engagement au Sahel. Je veux ici le dire clairement. Nous restons engagés au Sahel parce que cela nous est demandé par les Etats de la région. C'est une évidence qui tend à être perdue de vue et qu'il faut sans cesse rappeler. La France n'a pas vocation, encore moins la volonté, de rester engagée éternellement au Sahel. Nous sommes là parce qu'on nous le demande et pour une durée qui n'excédera jamais ce qu'on nous demande. Cette sollicitation d'appui de la France a été réitérée lors des sommets de Pau et de N'Djaména. Elle est également ressortie sans ambiguïté de l'échange que nous avons eu ce matin. Le sens de notre présence, je l'avais déjà dit dans mon discours à Ouagadougou n'a plus aucun rapport avec les interventions militaires que la France a pu mener par le passé sur le continent africain. Nous avons changé de monde comme de logiciels et notre action militaire est la réponse à une menace globale qui dépasse le continent africain, mais dont les principales cibles et victimes sont aujourd'hui les populations africaines, particulièrement les populations du Sahel.

Nous devons ici toujours rappeler que cette menace a un nom, celui des deux grandes organisations terroristes, Al-Qaïda et Daesh, et leurs ramifications en Afrique et au Sahel, qui font qu'aujourd'hui, l'Afrique est devenue leur principal terrain d'offensive et de croissance. Nous connaissons ces organisations. Elles ont frappé plusieurs continents, dont le nôtre et jusqu'à notre sol français. Nous n'ignorons rien de leur agenda, mais si elles le dissimulent sous une rhétorique convoquant la moralité et la bonne gouvernance, elles ne trompent personne. Nous savons en réalité que cet agenda ne fait aucun cas du sort et de la dignité des populations africaines et qu'il ne se limite pas à l'horizon d'occuper un territoire ou une capitale. Notre ennemi, ces groupes terroristes aujourd'hui en Afrique, c'est un projet expansionniste, idéologique dont la prise de contrôle d'un territoire sahélien n'est qu'une étape. Et sa réalité au quotidien, ce sont des écoles fermées, des femmes privées de tout droit, des instituteurs assassinés, des préfets chassés, des services publics empêchés, de la misère entretenue, des centaines de milliers de populations déplacées et l'instauration d'un ordre social dégradant les droits humains. Et qu'il s'agisse du rôle de Boko Haram dans la région du lac Tchad et de l'action que vous avez conduite ces dernières semaines, pour contrecarrer ces effets que je viens de citer, comme de la présence de Daesh ou d'Al-Qaïda dans tout le Sahel, c'est bien de cela dont nous parlons. Nos partenaires sahéliens ne veulent pas de ce projet et perdent tous les jours des vies dans cet affrontement. Ce combat n'est pas seulement le leur. L'histoire, les drames, les attaques que nous avons vécus sur notre territoire nous enseignent que ce combat est aussi le nôtre, nous, Français et Européens. C'est pour cette raison que nous le menons à vos côtés et que nous continuerons de le mener à vos côtés jusqu'au sacrifice ultime de la vie de nos propres soldats. C'est aussi pour cette raison que nous restons engagés.

Mais rester engagés, c'est aussi nous adapter. Depuis la décision d'intervenir au Mali, en janvier 2013, les formes et les modalités de notre appui aux pays du Sahel ont connu plusieurs évolutions. Nous avons régionalisé notre approche, recentré notre action sur la zone des trois frontières, renforcé le pilier civil de notre engagement, créé le cadre aussi d'une coalition pour faciliter l'engagement d'autres partenaires. Notre action s'est ainsi progressivement inscrite dans un cadre de plus en plus internationalisé et de plus en plus partenarial avec les pays de la région. Sahélisation, internationalisation, telles furent les évolutions des trois dernières années sur ce théâtre d'opérations. À titre d'illustration, la part de nos opérations menées conjointement avec nos partenaires sahéliens est aujourd'hui très largement supérieure à la part des opérations que nous menons de manière autonome.

Aujourd'hui, nous entamons une nouvelle évolution profonde de notre engagement au Sahel. Pourquoi ce mouvement ? Tout d'abord, parce que les succès que nous avons enregistrés nous le permettent. Et c'est le premier fait générateur de cette transformation. Dans les derniers mois de l'année 2019, les deux organisations terroristes que j'ai citées ont tenté de reproduire ce qu'elles avaient tenté au début de la décennie 2010, à savoir instaurer un territoire sous leur contrôle entier, pouvant ensuite servir de plateforme de projection. Ce projet d'enracinement territorial a été entravé, empêché par la concentration des efforts et des forces que nous avons décidée lors du sommet de Pau. Grâce à ce

sursaut militaire, un réengagement supplémentaire des armées françaises à une meilleure organisation de notre coordination avec nos partenaires sahéliens, nous avons pu tous ensemble reprendre le contrôle de ces territoires. Le défi est désormais d'amener progressivement dans ces zones un maximum de services aux populations. C'est le sens du sursaut civil que nous avons décidé lors du sommet de N'Djaména et dans lequel le Niger, je dois le souligner, est particulièrement investi. C'est le sens même des actions menées dans plusieurs zones par le Président nigérien.

Le second fait générateur de cette évolution, c'est l'évolution même de la nature de la menace. Tirant les leçons de leurs échecs, nos adversaires ont aujourd'hui délaissé une ambition territoriale au profit d'un projet de dissémination de la menace. Plus seulement du Sahel mais à l'échelle de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. L'illustration la plus pressante de ce changement de paradigme est la pression versée par les groupes terroristes dans les zones se situant à la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Cette offensive présage malheureusement d'une pression renforcée sur l'ensemble des pays du golfe de Guinée qui est d'ores et déjà une réalité. Face à ce pivot vers des organisations terroristes, l'erreur aurait été de nous garder dans un schéma qui ne correspond plus ni à la géographie, ni de dissémination de la menace.

La stabilisation de la zone frontière et le reflux de l'emprise terroriste sur cette région nous ouvre aujourd'hui la possibilité de mettre en œuvre, sans plus attendre, la reconfiguration de notre présence, selon des modalités concertées avec nos partenaires et alliés sahéliens. Cette reconfiguration débutera dès les prochaines semaines. Une carte va ici être diffusée qui va vous permettre de visualiser clairement ce vers quoi nous allons nous orienter. En effet, en cohérence avec l'impératif d'endiguer une diffusion de la menace au sud, elle se traduira par une réduction de nos empreintes militaires les plus au nord. Ces fermetures s'étaleront sur le second semestre de l'année 2020 et seront achevées d'ici le début de l'année 2022. Kidal, Tessalit, Tombouctou seront ainsi progressivement dégraissés.

Notre présence militaire au Sahel s'articulera autour de deux missions. La première consistera à poursuivre la neutralisation et la désorganisation du haut commandement des deux organisations ennemies. La deuxième mission se concentrera sur l'appui à la montée en puissance des armées de la région, largement entamée à travers plusieurs missions historiques mais nous entendons encore densifier. Ces deux missions, nous les tiendrons autour de plusieurs axes d'organisation.

D'abord d'une dimension terrorisme avec, comme vous pouvez le voir sur ces cartes, la poursuite de l'action de la Task Force Sabre. Ensuite, elle sera renforcée par une dimension partenariale de combat pour justement s'attaquer et renforcer la lutte contre le terrorisme en accompagnant justement l'action de nos partenaires africains avec des opérations communes. La lutte contre le terrorisme se poursuivra donc autour de la Task Force Takuba dont la reconnaissance dans les conclusions du dernier Conseil européen et dans le nouveau mandat de la MINUSMA illustre la dimension profondément européenne et multilatérale.

La Task Force Takuba aura donc une mission de lutte contre le terrorisme. Elle s'inscrira dans un partenariat étroit et elle sera coordonnée depuis le poste de commandement de Niamey avec les armées du G5 Sahel. Elle aura une nation cadre, un Etat cadre, la France, et elle agrègera plusieurs nations partenaires. Nous avons d'ores et déjà, aux côtés de la France, neuf partenaires européens. Nous avons sollicité plusieurs autres partenaires non-européens et nous sollicitons sur des missions d'appui des partenaires africains. La carte ici rend compte du champ de la mission actuelle de la Task Force Takuba. Mais les discussions que nous avons eues aujourd'hui avec le Président BAZOUM nous permettent justement d'élargir celles-ci et d'avoir une feuille de route qui - nous allons y travailler dans une semaine - permettrait évidemment d'avoir un rôle accru ensemble et ce partenariat de combat et de lutte contre le terrorisme également, au Niger. La France maintiendra en son sein une contribution significative en étant accompagnée des Italiens, des Danois, des Portugais, etc.

A côté de cette lutte contre le terrorisme, il y a la mission, je le disais, de montée en puissance des armées de la région. A cet égard, nous concentrerons notre appui à travers deux dimensions : une

armées de la région. À cet égard, nous concentrerons notre appui à travers deux dimensions : une dimension coopération pour former, entraîner, équiper, conseiller les armées partenaires. La deuxième mission, c'est la montée en puissance des armées de la région.

La dimension coopération, je le disais, sera renforcée et s'appuiera notamment sur le dispositif de partenariat militaire opérationnel existant à l'échelle régionale de l'Afrique de l'Ouest. Elle se mettra en place en synergie avec nos partenaires et avec les missions internationales, en particulier l'EUTM. Outre la préparation à l'engagement opérationnel, il s'agit de construire des outils de défense capables de former, d'entraîner et de gérer dans la durée les soldats, d'entretenir les matériels, d'acquérir aussi des compétences. Et donc nous aurons dans cette dimension coopération à continuer à monter en puissance au travers de EUTM et à le compléter par des coopérations bilatérales que nous ferons à l'égard de l'ensemble des nations du G5 Sahel. Nous accompagnerons cette transformation des outils de défense par du conseil et de l'appui au commandement, et donc des partenariats et des coopérations humaines dans la durée.

Il y aura aussi une dimension réassurance que vous voyez figurer sur cette carte pour demeurer en permanence en mesure d'intervenir rapidement au profit des forces alliées ou partenaires grâce à nos capacités aériennes déployées à partir du Niger. Nos partenaires bénéficieront aussi du maintien de certaines capacités essentielles au Mali – santé, aéromobilité, force de réaction rapide – et le Tchad restera enfin un élément clé de notre dispositif avec le maintien d'une présence aérienne et terrestre significative et orientée également vers la coopération avec les forces armées tchadiennes. Et donc vous le voyez, ce soutien aux armées de la région aura une composante coopération et formation et une composante réassurance avec Niamey qui sera très fortement musclé, si je puis dire, des forces aériennes qui seront placées là, le commandement central de la Task Force Takuba et le commandement de la coordination entre Takuba et les dispositifs des forces conjointes du G5 Sahel. Cette transformation, cette évolution de notre dispositif, nous la mettrons en œuvre donc dans les prochains mois. Et elle est celle qui nous paraît le mieux répondre, évidemment, à l'évolution de la menace. Avec l'accord du président BAZOUM que je remercie, ce nouveau dispositif, comme je le disais, sera coordonné et commandé depuis nos éléments présents au Niger.

En temps voulu, donc, une fois ce cheminement fait, l'opération Barkhane sera fermée. Ce transfert de commandement se fera tout en maintenant notre présence militaire existante, comme je l'évoquais, au Tchad. En parallèle, comme vous le voyez aussi figurer sur cette carte, nous aurons un effort régional de coopération puisque pourront être mobilisées, comme nous l'avons fait d'ailleurs au début des années 2020, les forces françaises en Côte d'Ivoire et toutes les forces françaises qui appuient dans la région, ce qui est cohérent avec l'élargissement de la menace, comme je l'évoquais tout à l'heure. Je vous rappelle que lors du sommet de Pau, nous avons décidé, lors du sursaut militaire, de mobiliser plusieurs centaines d'effectifs qui étaient présents à Abidjan pour rejoindre Barkhane. C'est dans ce même esprit que nous continuerons d'avoir un appui régional et une sécurisation en appui de ce dispositif que je viens d'évoquer.

Au final, cette transformation répond à la nécessité de s'adapter à la nouvelle posture des groupes terroristes, d'accompagner la prise de responsabilité de la région et de reformuler ainsi le cadre et les objectifs de notre engagement au Sahel. Il s'agit, bien sûr, d'empêcher deux organisations terroristes de faire du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest leur nouveau terrain d'expansion et d'enracinement, mais il ne s'agit en revanche en aucun cas de nous substituer à la responsabilité et à la souveraineté des États de la zone pour remplir leurs missions de sécurité et de services apportés aux populations. Voilà les quelques éléments à l'issue de ces concertations et après la présentation que le chef d'état-major de nos armées et moi-même avons pu faire ce matin devant nos partenaires, ce dont je souhaitais vous rendre compte. Je vais maintenant céder la parole au président BAZOUM en le remerciant à nouveau de sa confiance, de son engagement et de sa présence aujourd'hui à Paris.

